
ANNEXE 3 : EXEMPLES DE FORMULAIRES DE PROCEDURES INTERNES

PROCÉDURE INTERNE N° 1 :

Identification du client personne physique identifiée en présence de l'avocat

PROCÉDURE INTERNE N° 2 :

Identification du client personne physique identifiée hors la présence de l'avocat

PROCÉDURE INTERNE N° 3 :

Identification du client personne morale domiciliée en France ou à l'étranger

PROCÉDURE INTERNE N° 4 :

Identification du bénéficiaire effectif

PROCÉDURE INTERNE N° 5 :

Déclaration par le client de l'identité du bénéficiaire effectif

PROCEDURE INTERNE N° 1 :

IDENTIFICATION DU CLIENT PERSONNE PHYSIQUE IDENTIFIÉE EN PRESENCE DE L'AVOCAT

Date de création :
Dates de mise à jour :
Avocat responsable du client :
Avocats collaborateurs intervenants :
Références du dossier :
Références du client :

IDENTIFICATION DE L'ITEM D'ACTIVITÉ :

- Transaction financière ou immobilière dans le cadre d'une représentation du client
- Action en qualité de fiduciaire
- Préparation ou réalisation des transactions concernant :
 - L'achat et la vente de biens immeubles ou de fonds de commerce ;
La gestion de fonds, titres ou autres actifs appartenant au client ;
 - L'ouverture de comptes bancaires, d'épargne ou de titres ou de contrats d'assurance ;
 - L'organisation des apports nécessaires à la création des sociétés ;
La constitution, la gestion ou la direction des sociétés ;
 - La constitution, la gestion ou la direction de fiducies, régies par les articles 2011 à 2031 du code civil ou de droit étranger, ou de toute autre structure similaire ;
 - La constitution ou la gestion de fonds de dotation ou de fonds de pérennité.
- Conseil(s) en matière fiscale (fourni(s) directement ou par personne interposée).

Montant de l'opération : euros
Avocat responsable du contrôle interne :
Visa :
Nature de la requête de TRACFIN :
Date de la communication à TRACFIN :
Références de l'officier traitant de TRACFIN :
Références de l'avocat communiquant :
Visa de l'avocat communiquant :

Références du membre du conseil de l'ordre contrôlant :

Visa du membre du conseil de l'ordre :

Date de contrôle du Bâtonnier :

CLIENT :

Document officiel d'identité comportant une photographie :

Nom :

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Nationalité :

Nature de la pièce d'identité :

Numéro de la pièce d'identité :

Date et lieu de délivrance :

Nom autorité/ou personne l'ayant délivrée :

Nom autorité/ou personne l'ayant authentifiée :

Copie de l'original au dossier : OUI NON

Téléphone(s) :

Téléphone portable :

Adresse(s) de courriel :

Adresse de correspondance :

Surface financière ou patrimoine :

Activité professionnelles :

Nature des opérations attendues de la part du cabinet d'avocats :

Fait à :

Date :

Maître :

PROCEDURE INTERNE N° 2

IDENTIFICATION DU CLIENT PERSONNE PHYSIQUE IDENTIFIÉE HORS LA PRESENCE DE L'AVOCAT

Date de création :

Dates de mise à jour :

Avocat responsable :

Avocats collaborateurs intervenants :

Références du dossier :

Références du client :

IDENTIFICATION DE L'ITEM D'ACTIVITÉ :

- Transaction financière ou immobilière dans le cadre d'une représentation du client
- Action en qualité de fiduciaire
- Préparation ou réalisation des transactions concernant :
 - L'achat et la vente de biens immeubles ou de fonds de commerce ;
 - La gestion de fonds, titres ou autres actifs appartenant au client ;
 - L'ouverture de comptes bancaires, d'épargne ou de titres ou de contrats d'assurance ;
 - L'organisation des apports nécessaires à la création des sociétés ;
 - La constitution, la gestion ou la direction des sociétés ;
 - La constitution, la gestion ou la direction de fiducies, régies par les articles 2011 à 2031 du code civil ou de droit étranger, ou de toute autre structure similaire ;
 - La constitution ou la gestion de fonds de dotation ou de fonds de pérennité.
- Conseil(s) en matière fiscale (fourni(s) directement ou par personne interposée).

Montant de l'opération : euros

Avocat responsable du contrôle interne :

Visa :

Nature de la requête de TRACFIN :

Date de la communication à TRACFIN :

Références de l'officier traitant de TRACFIN :

Références de l'avocat communicant :

Visa de l'avocat communicant :

Références du membre du conseil de l'ordre contrôlant :

Visa du membre du conseil de l'ordre :

Date de contrôle du Bâtonnier :

CLIENT :

Dans ce cas, l'identification du client se fait cumulativement au moyen :

1. d'un ou de plusieurs documents officiels d'identité supportant une photographie (Pièce n°1)
2. de l'une des quatre mesures proposées infra (Pièce n° 2).

Pièce N° 1

Nom :

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Nationalité :

Nature de la pièce d'identité :

Numéro de la pièce d'identité :

Date et lieu de délivrance :

Nom autorité/ou personne l'ayant délivrée :

Nom autorité/ou personne l'ayant authentifiée :

Copie de l'original au dossier : OUI NON

Téléphone(s) :

Téléphone portable :

Adresse(s) de courriel :

Adresse de correspondance :

Surface financière ou patrimoine :

Activités professionnelles :

Nature des opérations attendues de la part du cabinet d'avocats :

Pièce n° 2 (valider l'une des deux options)

OPTION n° 1 :

Obtention au moins de deux pièces justificatives supplémentaires

permettant d'établir l'identité du client : OUI NON

Pièce n° 2

Nature de la pièce d'identité :

Numéro de la pièce d'identité :

Date et lieu de délivrance :

Nom autorité/ou personne l'ayant délivrée :

Nom autorité/ou personne l'ayant authentifiée :

Copie de l'original au dossier : OUI NON

Pièce n° 3

Nature de la pièce d'identité :

Numéro de la pièce d'identité :

Date et lieu de délivrance :

Nom autorité/ou personne l'ayant délivrée :

Nom autorité/ou personne l'ayant authentifiée :

Copie de l'original au dossier : OUI NON

OPTION n° 2 :

Vérification et certification de la copie de la pièce officielle d'identité

visée en pièce n° 1 : OUI NON

Autorité ayant procédé à la vérification et à la certification :

Nature de la procédure :

Copie de l'acte judiciaire ou administratif de certification ou de l'affidavit :

Identité du tiers indépendant dans l'hypothèse d'une autre autorité
qu'administrative ou juridictionnelle :

Date de l'acte :

Copie de l'original au dossier : OUI NON

Fait à :

Date :

Maître :

PROCEDURE INTERNE N° 3

IDENTIFICATION DU CLIENT PERSONNE MORALE DOMICILIEE EN FRANCE OU A L'ETRANGER

Date de création :

Dates de mise à jour :

Avocat responsable du client :

Avocats collaborateurs intervenants :

Références du dossier :

Références du client :

IDENTIFICATION DE L'ITEM D'ACTIVITÉ :

- Transaction financière ou immobilière dans le cadre d'une représentation du client
- Action en qualité de fiduciaire
 - Préparation ou réalisation des transactions concernant :
 - L'achat et la vente de biens immeubles ou de fonds de commerce ;
 - La gestion de fonds, titres ou autres actifs appartenant au client ;
 - L'ouverture de comptes bancaires, d'épargne ou de titres ou de contrats d'assurance ;
 - L'organisation des apports nécessaires à la création des sociétés ;
 - La constitution, la gestion ou la direction des sociétés ;
 - La constitution, la gestion ou la direction de fiducies, régies par les articles 2011 à 2031 du code civil ou de droit étranger, ou de toute autre structure similaire ;
 - La constitution ou la gestion de fonds de dotation ou de fonds de pérennité.
- Conseil(s) en matière fiscale (fourni(s) directement ou par personne interposée) ».

Montant de l'opération : euros

Avocat responsable du contrôle interne :

Visa :

Nature de la requête de TRACFIN :

Date de la communication à TRACFIN :

Références de l'officier traitant de TRACFIN :

Références de l'avocat communiquant :
Visa de l'avocat communiquant :
Références du membre du conseil de l'ordre contrôlant :
Visa du membre du conseil de l'ordre :
Date de contrôle du Bâtonnier :

CLIENT :

Dénomination de la personne morale et raison sociale usuelle :
Numéro d'enregistrement au registre du commerce :
Forme juridique :
Capital social :
Adresse du siège social :
Adresse(s) commerciale(s) :
Adresse de correspondance :
Téléphone(s) :
Télécopie (s) :
Adresse(s) de courriel :

Présentation de l'original ou l'expédition ou la copie certifiée conforme de tout acte ou extrait de registre officiel constatant la dénomination, la forme juridique

ou le siège social : OUI NON

Je possède la copie de la pièce : OUI NON

NATURE DE LA PIÈCE

Pièce française : OUI NON

Pièce étrangère : OUI NON

Dans l'hypothèse d'une pièce étrangère, je possède un affidavit l'authentifiant ainsi que les références du nom de l'autorité ou la personne qui l'a délivré ou authentifié :

OUI NON

J'ai vérifié que mon client possède son siège social dans un pays de l'Union européenne ou reconnu comme possédant une législation nationale

luttant contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme:

OUI NON SANS OBJET

Quels sont les représentants légaux ? :

J'ai vérifié les pouvoirs des représentants légaux ?

OUI NON SANS OBJET

Je possède les statuts de la société ? OUI NON

Date de constitution de la personne morale:

J'ai vérifié que le client n'est pas une société de patrimoine d'affectation (fiducie ou trust) ou n'est pas associé dans de telle société

OUI NON SANS OBJET

Dans l'hypothèse d'un trust ou d'une fiducie, je suis en mesure d'identifier les ayants droits économiques ou bénéficiaires effectifs

OUI NON SANS OBJET

Je possède les délégations de pouvoirs habilitant les représentants légaux à agir pour le compte de la société ?

OUI NON SANS OBJET

Noms et références des administrateurs de la société :

Noms et références du / des Commissaires aux comptes :

Références bancaires d'un organisme financier établi dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen :

OUI NON SANS OBJET

Si la personne qui agit pour le compte de la société n'est pas le représentant légal, je possède la délégation de pouvoirs correspondante à l'opération et avez-vous authentifié le délégant

OUI NON SANS OBJET

Je m'assure de façon récurrente de l'identité et des pouvoirs des personnes agissant au nom de la société cliente

OUI NON SANS OBJET

Activités du client figurant dans l'objet social :

Nature de(s) opération(s) confiée(s) au cabinet d'avocats :

Bilans fiscaux et surface patrimoniale consolidée :

Références nominatives de la personne ou des personnes rencontrées par l'avocat responsable du dossier:

Si s'agit d'un nouveau client ou d'un client occasionnel, comment ai-je rencontré ce client ? :

Les honoraires du cabinet seront-ils directement supportés par ce client et ai-je une convention d'honoraires dans laquelle il s'y engage ?

OUI NON

Ai-je adressé une lettre d'accueil au client pour vous permettre de valider l'adresse qui m'a été donnée ?

OUI NON

Fait à :

Date :

Maître :

PROCEDURE INTERNE N° 4

IDENTIFICATION DU BENEFICIAIRE EFFECTIF

Date de création :

Dates de mise à jour :

Avocat responsable du client :

Avocats collaborateurs intervenants :

Références du dossier :

Références du client :

IDENTIFICATION DE L'ITEM D'ACTIVITÉ :

- Transaction financière ou immobilière dans le cadre d'une représentation du client
- Action en qualité de fiduciaire
 - Préparation ou réalisation des transactions concernant :
 - L'achat et la vente de biens immeubles ou de fonds de commerce ;
 - La gestion de fonds, titres ou autres actifs appartenant au client ;
 - L'ouverture de comptes bancaires, d'épargne ou de titres ou de contrats d'assurance ;
 - L'organisation des apports nécessaires à la création des sociétés ;
 - La constitution, la gestion ou la direction des sociétés ;
 - La constitution, la gestion ou la direction de fiducies, régies par les articles 2011 à 2031 du code civil ou de droit étranger, ou de toute autre structure similaire ;
 - La constitution ou la gestion de fonds de dotation ou de fonds de pérennité.
- Conseil(s) en matière fiscale (fourni(s) directement ou par personne interposée).

Montant de l'opération : euros

Avocat responsable du contrôle interne :

Visa :

Nature de la requête de TRACFIN :

Date de la communication à TRACFIN :

Références de l'officier traitant de TRACFIN :

Références de l'avocat communicant :

Visa de l'avocat communiquant :

Références du membre du conseil de l'ordre contrôlant :

Visa du membre du conseil de l'ordre :

Date de contrôle du Bâtonnier :

CLIENT :

Nom du dossier ou de l'opération :

Recherche du bénéficiaire effectif

Le bénéficiaire effectif est défini par l'article L. 561-2-2 CMF comme « 1° Soit qui contrôlent en dernier lieu, directement ou indirectement, le client ; 2° Soit pour laquelle une opération est exécutée ou une activité exercée ». Il s'agit donc de la personne, qui a et aura, en tout temps, jusqu'à l'exécution de la transaction, que ce soit en fait ou en droit, la maîtrise ultime des valeurs patrimoniales employées à la réalisation de l'opération projetée.

1. IDENTIFICATION SIMPLE DU BÉNÉFICIAIRE EFFECTIF

Si le co-contractant est un intermédiaire ou un organisme assujéti à une surveillance et à une réglementation équivalente au dispositif du code monétaire et financier, savez-vous que si vous êtes dispensé de la procédure visant à l'identifier comme véritable bénéficiaire effectif, vous demeurez néanmoins astreint à l'examen approfondi de l'opération à laquelle vous apportez votre concours ? :

OUI NON

Je possède une déclaration écrite du client indiquant qu'il est l'unique bénéficiaire effectif de l'opération si le co-contractant ne l'est pas lui-même :

OUI NON SANS OBJET

Un tiers agit par procuration dans l'opération dans laquelle j'interviens et il n'a pas de manière reconnaissable de liens suffisamment étroits avec le co-contractant :

OUI NON SANS OBJET

La situation financière du co-contractant client m'est connue :

OUI NON SANS OBJET

Je possède les documents comptables / fiscaux permettant de renseigner et de documenter la situation financière du co-contractant client :

OUI NON SANS OBJET

du/des co-cocontractant(s) non client (s) :

OUI NON SANS OBJET

du bénéficiaire effectif :

OUI NON SANS OBJET

J'ai eu la possibilité ou j'ai été en mesure de vérifier la cohérence économique de l'opération au regard de la surface financière connue de chacun des co-contractants et du véritable bénéficiaire effectif ?

OUI NON SANS OBJET

Ai-je vérifié la capacité du client à conclure l'opération envisagée et à signer la documentation contractuelle ?

OUI NON SANS OBJET

2. IDENTIFICATION DE L'OPÉRATION TRANSFRONTIÈRE

L'opération est-elle qualifiée de transfrontière (les caractéristiques concernent au moins deux pays différents) ?

OUI NON

L'un des co-contractants et/ou le bénéficiaire effectif est-il situé dans un pays hors l'Espace économique européen ?

OUI NON

L'un des co-contractants et/ou le bénéficiaire effectif est-il situé dans un pays GAFI ?

OUI NON

L'un des co-contractants et/ou le bénéficiaire effectif est-il situé dans un pays ou un territoire non coopératif, ou placé sous surveillance, ou dont la législation nationale n'est pas conforme aux recommandations du GAFI, ou comme faisant obstacle à la lutte contre le blanchiment des capitaux ou le financement du terrorisme ?

OUI NON

Ai-je vérifié la capacité du client à conclure l'opération envisagée et à signer la documentation contractuelle au regard de son droit applicable ?

OUI NON SANS OBJET

Ai-je vérifié la validité ou la licéité de la prestation ou du produits dans le pays de livraison ou d'exécution ?

OUI NON SANS OBJET

3. IDENTIFICATION DES TRUSTS OU AUTRES ENTITÉS PATRIMONIALES

Si je suis en présence de groupements de personnes ou d'entités patrimoniales pour lesquels il n'existe pas de bénéficiaire effectif (trusts, fiducies, fondations étrangères, anstalt, etc.), ai-je documenté et conservé une déclaration écrite de votre client confirmant cet état de fait et attestant qu'il est constituant et non pas fiduciaire et qu'il a attesté de l'identité des personnes bénéficiaires de la société et ou de l'opération ?

OUI NON SANS OBJET

Ai-je informé le client co-contractant que les organismes financiers ont l'obligation légale de procéder à une déclaration de soupçon en présence d'opérations effectuées pour compte propre ou pour compte de tiers avec des personnes physiques ou morales, y compris leurs filiales ou établissements, agissant sous forme ou pour le compte de fonds fiduciaires ou de tout autre instrument de gestion d'un patrimoine d'affectation dont l'identité des constituants ou des bénéficiaires n'est pas connue ?

OUI NON SANS OBJET

4. FORME DE PLACEMENT COLLECTIF OU SOCIÉTÉ EN PARTICIPATION EN TANT QUE CO- CONTRACTANT

Si l'un des co-contractant, qu'il soit ou non mon client, est une forme de placement collectif ou une société de participations qui regroupe plus de 20 bénéficiaires effectifs, ai-je obtenu une déclaration écrite des investisseurs détenant, seuls ou de concert, au moins 10 % des valeurs patrimoniales confiées relative aux bénéficiaires ?

OUI NON SANS OBJET

5. ECHEC DE L'IDENTIFICATION DU BÉNÉFICIAIRE EFFECTIF

Ai-je des doutes sérieux quant à l'exactitude de l'une ou l'autre des déclarations du co-contractant, qu'il soit ou non mon client ?

OUI NON SANS OBJET

Dans la précédente hypothèse, ai-je pu lever vos doutes à l'aide de nouvelles requêtes ou de diligences ?

OUI NON SANS OBJET

Dans l'hypothèse d'une consultation juridique au cours de laquelle je recherche le véritable bénéficiaire effectif de l'opération à laquelle je suis susceptible d'apporter mon conseil, dois-je m'abstenir et rompre la relation d'affaires ?

OUI NON SANS OBJET

J'ai décidé de ne pas procéder à une déclaration de soupçon. Suis-je en mesure de démontrer au bâtonnier que j'ai effectué les diligences utiles, renseignées et documentées, me permettant d'avoir eu la certitude raisonnable de ne pas m'être trouvé dans une opération suspecte ?

OUI NON SANS OBJET

Puis-je considérer être en situation pouvant induire un risque d'atteinte à ma personne, à ma famille, à mes proches, aux membres de mon cabinet, à mon client ou à mes biens si je devais m'abstenir de rompre la relation d'affaires ou si je devais ne pas exécuter l'opération pour laquelle mes conseils sont sollicités ?

OUI NON SANS OBJET

Si je suis en situation d'un tel risque, suis-je en mesure de justifier matériellement ce sentiment ?

OUI NON SANS OBJET

Vais-je poursuivre la relation d'affaires ?

OUI NON SANS OBJET

Vais-je m'abstenir d'exécuter l'opération ?

OUI NON SANS OBJET

Fait à :

Date :

Maître :

PROCEDURE INTERNE N° 5

DÉCLARATION PAR LE CLIENT DE L'IDENTITÉ DU BÉNÉFICIAIRE EFFECTIF

Date de création :

Dates de mise à jour :

Avocat responsable du client :

Avocats collaborateurs intervenants :

Références du dossier :

Références du client :

IDENTIFICATION DE L'ITEM D'ACTIVITÉ :

- Transaction financière ou immobilière dans le cadre d'une représentation du client
- Action en qualité de fiduciaire
- Préparation ou réalisation des transactions concernant :
 - L'achat et la vente de biens immeubles ou de fonds de commerce ;
 - La gestion de fonds, titres ou autres actifs appartenant au client ;
 - L'ouverture de comptes bancaires, d'épargne ou de titres ou de contrats d'assurance ;
 - L'organisation des apports nécessaires à la création des sociétés ;
 - La constitution, la gestion ou la direction des sociétés ;
 - La constitution, la gestion ou la direction de fiducies, régies par les articles 2011 à 2031 du code civil ou de droit étranger, ou de toute autre structure similaire ;
 - La constitution ou la gestion de fonds de dotation ou de fonds de pérennité.
- Conseil(s) en matière fiscale (fourni(s) directement ou par personne interposée).

Montant de l'opération : euros

Avocat responsable du contrôle interne :

Visa :

Nature de la requête de TRACFIN :

Date de la communication à TRACFIN :

Références de l'officier traitant de TRACFIN :

Références de l'avocat communicant :

Visa de l'avocat communiquant :

Références du membre du conseil de l'ordre contrôlant :

Visa du membre du conseil de l'ordre :

Date de contrôle du Bâtonnier :

CLIENT :

Nom du dossier ou de l'opération :

Le client déclare :

qu'il est le seul bénéficiaire effectif et qu'il a et aura, en tout temps, jusqu'à l'exécution de l'opération, que ce soit en fait ou en droit, la maîtrise ultime des valeurs patrimoniales employées à la réalisation de l'opération projetée

OUI NON

OU

que le bénéficiaire effectif des valeurs patrimoniales est/sont :

Nom :

Prénoms (ou dénomination sociale, siège social, n° de K bis ou d'enregistrement, forme juridique, capital social et représentant légal, Etat) :

Date de naissance :

État :

Le client s'engage à communiquer spontanément à l'avocat responsable les modifications jusqu'à l'exécution de l'opération ou, dans tous les cas, jusqu'à son dessaisissement.

Fait à :

Date :

Maître :

Visa de l'avocat responsable



© Conseil national des barreaux
Septembre 2020
Etablissement d'utilité publique
Art. 21-1 de la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971
modifiée

180 Boulevard Haussmann - 75008 Paris
Tél. 01 53 30 85 60 - Fax. 01 53 30 85 62
www.cnb.avocat.fr
affairespubliques@cnb.avocat.fr

**Ce document est à destination exclusive
des avocats**

Il ne doit en aucun cas faire l'objet d'une diffusion ou d'une rediffusion en dehors du strict cadre de la profession. À ce titre, sa reproduction et sa réutilisation ne sont autorisées sans accord préalable ou aux avocats et pour un usage lié à leur activité professionnelle. Toute autre diffusion ou réutilisation est soumise à autorisation préalable du Conseil national des barreaux qui en conserve tous les droits de propriété intellectuelle. Elle reste dans tous les cas subordonnée au respect de l'intégrité de l'information et des données et à la mention précise des sources.
